

TIZI-OUZOU

Un millier de transporteurs de voyageurs en grève

La décision de la Direction des transports de déplacer les transporteurs de voyageurs desservant l'est et le nord de la wilaya de Tizi-Ouzou vers des «minigares routières» implantées, pour certaines, à des kilomètres de la ville et sans aucune commodité, a fait réagir les concernés qui ont répondu, hier, mercredi, au mot d'ordre de grève émanant de leurs associations des daïras respectives.

Ils étaient plus d'un millier de transporteurs de voyageurs à occuper, avec leurs véhicules (minibus et fourgons), hier, les stations habituelles. Il faut dire que les trois gares intermédiaires, situées aux carrefours du pont de Bougie pour les daïras de Tigzirt, Ouaguenoun et Makouda et de la rocade sud,

pour la daïra d'Ath Douala, ainsi que celle du Pont Sec de Oued Aïssi, pour onze autres daïras de l'est de la wilaya (Larbâa Nath Irathen, Mekla, Aïn El Hammam, Ath Yenni ...), ne possèdent aucune commodité : ni sanitaires, ni abribus. Pire encore, rien que pour les

trois premières daïras citées qui comptent quelque 500 fourgons et minibus, la gare qui leur est destinée ne pourrait guère contenir plus d'une centaine de véhicules. Quant à celle du Pont Sec, elle n'est même pas bitumée.

Les transporteurs de voyageurs de l'est et du nord de la wilaya, sont sommés, dans le cadre de la mise en œuvre des schémas directeurs des transports de la ville de Tizi Ouzou, d'appliquer la décision de la Direction du transport, à partir de demain jeudi, décision que les associations des transporteurs des

daïras concernées rejettent. Les membres des ces associations que nous avons rencontrés hier ne décolèrent pas. «Juste après notre appel à une grève générale, le directeur du transport nous a invités.

Ce dernier, ainsi que le chef du cabinet du wali qui nous ont reçus hier (mardi ndlr), campent toujours sur leurs positions», disent-ils. Et d'ajouter : «Non seulement, aucun consensus n'a été possible, le directeur du transport a même menacé de recourir à la force publique si on ne quitte pas les sept

arrêts qu'on occupait jusque-là.» Ces protestataires qu'on a rencontrés hier en milieu de journée, alors que la grève a été prévue initialement pour un seul jour, menacent : «Si aucun responsable ne vient dialoguer avec nous, notre mouvement ne s'arrêtera pas.» Certains d'entre eux sont allés bien loin, dans l'«occupation de la voie publique».

Quoi qu'il en soit, les transporteurs de voyageurs protestataires donnaient tous l'impression d'être déterminés à aller jusqu'au bout.

K. Bougdal

DRAÂ-EL-MIZAN

Les routes bloquées, les sièges de l'APC et de la daïra fermés

C'est un mouvement de désordre indescriptible que vit la commune de Draâ-El-Mizan, ces deux derniers jours.

Les habitants de la cité de l'Indépendance ne décolèrent pas. Ils ont procédé au blocage des principales activités des administrations locales pour protester contre la non-prise en charge de leurs doléances relatives à l'affectation de lots de terrain et à la réfection des artères de leur cité complètement défoncées. «Heureusement que le blocage des routes

menant au chef-lieu de la commune se fait après huit heures du matin, début des épreuves du bac.

Cette situation aurait entraîné inévitablement une véritable psychose.

En tout cas, c'est sage de la part des protestataires», nous dira un homme rencontré avec sa fille candidate au bac.

Les habitants de cette cité exigent la satisfaction immédiate de leurs revendications, seule condition de mettre fin à leur mouvement.

«Nous exigeons l'octroi immédiat par les

autorités de la wilaya d'un budget nécessaire pour bitumer toutes les artères de notre cité. Nous estimons que c'est un droit élémentaire car nous avons assez souffert de la boue en hiver et de la poussière en été.

Concernant les autres points soulevés, nous saisissons les autorités locales pour trouver un terrain d'entente.

Ce n'est pas de gaieté de cœur que nous pénalisons nos concitoyens et les usagers qui transitent par notre commune, nous nous en excusons», dira l'un des protestataires.

S. Slimane

MANQUE DE PILULES CONTRACEPTIVES À ORAN

Une pénurie qui laisse libre cours aux rumeurs

Lorsqu'il y a pénurie d'un produit, quel qu'il soit, souvent, on a recours à son équivalent en attendant qu'il soit disponible. Toutefois lorsqu'il s'agit de pénurie de la pilule contraceptive, dans ce cas-là, il y a urgence. Surtout si les marques en question sont prescrites selon les cas de santé de certaines femmes. Depuis le début de cette année, à Oran, cette pénurie est souvent d'actualité, toutefois ces dernières semaines, elle commence à inquiéter très sérieusement les utilisatrices de ce moyen de contraception, allant jusqu'à spéculer sur les raisons de cette pénurie.

Amel B. - Oran (Le Soir) - Les spécialistes et les experts de la planification familiale estiment que la contraception est une chose acquise en Algérie. Selon les dernières statistiques, 80% des Algériennes prennent la pilule. Par ce taux, on peut dire que la grande majorité des femmes algériennes ont recours à la contraception par voie orale.

Le recours à la pilule demeure en première position, vient ensuite le stérilet des autres moyens tels que les préservatifs ou encore la méthode du retrait bien après.

Une habitude qui semble toutefois perturber ces derniers jours, au grand désarroi des femmes, notamment celles souffrant d'une maladie chronique et qui sont tenues de consommer des pilules adaptées, comme Microval, Adepal, Abridoma et Microgenon.

Une inquiétude qui touche les hommes également car une grande majorité n'aiment pas le recours au préservatif. A ce sujet, un père de

famille nous dira : «Je pense qu'il s'agit peut-être d'un grand investisseur qui a commercialisé des préservatifs et afin que son business marche on prive nos femmes de la pilule pour que nous utilisions le préservatif !»

Une hypothèse peu plausible voire même ironique mais qui semble convaincre notre interlocuteur. Autre rumeur que nous avons eu à entendre par plusieurs femmes : «Oui je le sais, tout le monde en parle, le président de la République veut encourager la natalité et il paraît que chaque femme qui donnera naissance à un enfant aura 5 000 DA/mois, d'où cette pénurie !».

Une idée très répandue parmi les utilisatrices de la pilule, qui n'est en fait qu'une rumeur de plus dont nous ignorons la provenance mais qui semble justifier pour certaines femmes cette pénurie.

L'encouragement ou recours à d'autres moyens contraceptifs semble également faire son chemin dans l'esprit de certains. «Ils veulent (l'Etat, ndlr) nous pousser à utiliser des préservatifs en raison des MST, en particulier du sida qui se propage, c'est là la raison de cette pénurie», nous diront deux femmes rencontrées dans une pharmacie du centre-ville. La gérante n'a pas pu se retenir de rire à ces «affirmations» et de dire : «La pénurie de la pilule contraceptive peut s'expliquer par le déséquilibre entre l'offre et la demande constaté sur le marché local.

Un constat qui est souvent national et non pas local. Certes il faut reconnaître que de nombreux centres sanitaires enregistrent actuellement une pénurie de pilules contraceptives.

Les différentes pharmacies, ouvertes à Oran ne sont pas épargnées puisqu'elles connaissent également une pénurie, sans précédent,

des pilules contraceptives, la tutelle n'a toujours pas remédié à la situation.»

Concernant les rumeurs en relation avec cette situation, la pharmacienne nous dira : «La rumeur qui revient le plus souvent est celle qui fait état d'une prime pour chaque femme qui donne naissance à un bébé pour contribuer à augmenter le taux de natalité. L'hypothèse d'une pénurie dans le but de favoriser l'utilisation du préservatif est souvent avancée. Ceci étant, les couples mariés ont très rarement recours au préservatif et je ne pense pas qu'ils soient prêts de changer leurs habitudes. Je pense que tout va rentrer dans l'ordre très bientôt.»

Selon un autre pharmacien, cette pénurie pourrait s'expliquer par une forte demande, qui, à défaut de disponibilité du produit au niveau des communes extra-urbaine se concentre dans le chef-lieu de la wilaya d'où ce manque.

Un autre pharmacien, qui a plus de 40 ans dans le métier, nous dira à ce sujet : «toutes ces rumeurs sont infondées ! Il s'agit tout simplement d'une rupture de stock ! Souvent, les pharmaciens attendent le dernier moment alors qu'ils ne leur restent que 3 ou 5 boîtes pour faire une commande, d'où ce déséquilibre dans la disponibilité, voilà toute l'explication qui n'a rien à voir avec ce que ne cessent de me rapporter mes clients : prime-naissance, encourager l'utilisation du préservatif... Rien à voir !».

Quelle que soit la raison de cette pénurie, il semble qu'il y a urgence à y remédier car à défaut de préservatif ou d'autres moyens de contraception, seule l'abstinence demeure le dernier recours pour les couples, une solution très peu probable alors tous espèrent le retour à la normale avec la disponibilité de toutes les marques de pilules contraceptives.

A. B.

SIDI-BEL-ABBÈS

Route coupée, un relais saccagé et pillé à Sidi Brahim

Dans la journée de mardi dernier, la localité de Sidi Brahim, située à une quinzaine de kilomètres de la ville de Sidi-Bel-Abbès, a vécu des moments chauds avec le mouvement de contestation de plus de trois cents personnes qui réclamaient que les deux cars de transport retirés après la colère des transporteurs privés soient remis en circulation. Selon nos sources, la Direction des transports avait, il y a quelques jours, octroyé deux cars pour la ligne Sidi-Bel-Abbès et Sidi Brahim et dont la gestion a été confiée à l'Entreprise publique de transport urbain qui a fait la joie des habitants de cette localité. Or, cette initiative n'a pas été du goût des transporteurs privés qui ont observé un mouvement de grève, et c'est ainsi que la Direction des transports a retiré les deux cars.

La situation s'est quelque peu compliquée avec la période des examens du baccalauréat. C'est un car de solidarité qui est venu à la rescousse des élèves et des travailleurs. Plus de trois cents manifestants ont défilé vers la station pour exiger que les deux cars soient remis en circulation. Ils ont, avec des pneus brûlés, fermé la RN13 à la circulation.

Chauffés à blanc, les émeutiers se sont dirigés vers un hôtel, situé à la sortie de la localité qu'ils ont saccagé et pillé. La gendarmerie s'est aussitôt rendue à l'hôtel et a mis en sécurité le personnel et les clients en les dirigeant vers un autre lieu plus sûr. Le chef de daïra d'Aïn El Berd, le président de l'APC de Sidi Brahim et la gendarmerie ont tenté de contenir le mouvement.

Tard dans la journée, la route a été rouverte à la circulation et une enquête a été diligentée pour identifier les meneurs de cette contestation. Quant aux deux cars retirés, les autorités locales ont promis leur retour dans les jours qui viennent.

A. M.